



Participatory Assessment of Development

www.padev.nl

Résumé du rapport de l'atelier de Tô, 2008

par Adama Belemvire & Fred Zaal

L'atelier PAdEv dans la commune Tô, était le premier d'une série de trois ateliers organisés dans la province de la Sissili au Burkina du 22 au 24 septembre 2008. La commune connaît depuis de nombreuses années des interventions de Christian Relief Development Organisation (CREDO), soutenue par les ONG de cofinancement Néerlandais. De grands événements ont marqué la vie de la communauté : grandes sécheresses, crises alimentaires, famines, réalisation d'infrastructures, et enfin arrivée de personnalités importantes.

La commune connaît une forte pression sur les ressources naturelles avec des conflits fréquents agriculteurs – éleveurs et un fort dualisme entre droit coutumier et droit moderne en matière de gestion du foncier. L'agriculture demeure une agriculture de subsistance, extensive et largement tributaire des aléas climatiques. C'est la principale activité économique et occupe plus de 95% des actifs.

Depuis les 20-30 dernières années, dans les domaines physique, économique, humain, culturel et social, les changements positifs sont les plus importants (qualité des routes, modernisation de l'habitat, construction d'écoles et de centres de santé, lotissement, réseau cellulaire, équipements agricoles, forages, plus grand accès au crédit, développement des marchés et du travail rémunéré, etc.). Les changements négatifs sont quant à eux plus importants dans le milieu naturel (dégradation et faible disponibilité des terres, envasement des réservoirs naturels, faible disponibilité de l'eau et des aires de pâturages, baisse de la pluviométrie, dégradation des sols).

Sur l'ensemble des interventions de développement identifiées dans la commune, le Gouvernement est le plus grand initiateur en terme de nombre de projets identifiés (54%); suivi par les ONG liées à l'église (19%). Même si l'Islam demeure la pratique religieuse dominante (75% de la population), les mosquées n'organisent pas beaucoup d'activités de développement. Néanmoins, les impacts des interventions de l'Etat sont jugés moins positifs que ceux des interventions des autres types d'acteurs ONG ou privés. Le plus grand nombre d'interventions est localisé principalement dans les secteurs des infrastructures (20%), de l'eau (19%), de

l'agriculture/élevage (15%), de l'éducation (11%), du crédit/business (11%) et de la santé (7%). En général, les impacts des interventions sont appréciés positivement et représentent près de 69% chez les hommes et 85% chez les femmes et se situent principalement dans les secteurs des infrastructures, de l'éducation, et de la santé.

Les interventions qui ont eu un impact positif dans le passé, mais dont les résultats ne sont plus visibles (pistes, banques de céréales, moulins, équipements) et celles dont l'impact reste difficile à apprécier car l'activité est toujours en cours (crédit, CPAF, jardins potagers, routes, préscolaire) représentent respectivement 12%-13% chez les hommes et 4%-6% pour les femmes. Celles qui présentent un impact minimal (abattoir, marché à bétail, puits, banque de céréales) sont estimées à 9% (hommes) et à 1% (femmes). Par contre, celles qui présentent un impact négatif et qui ne sont pas appréciées sont peu nombreuses (4%) et concernent la réhabilitation de pistes rurales, la réalisation de moulins CDP, de forages, l'implantation de plaques solaires, le crédit et l'apiculture.

Les communautés ressentent plus les impacts des différentes interventions sur les domaines humains, économiques et physiques. En considérant la qualité des interventions, on note une différence majeure entre les hommes et les femmes. Parmi les projets les moins appréciés, plusieurs sont du domaine du crédit et des moulins à grains à cause de la mauvaise expérience que les communautés ont vécue. Ces mauvaises expériences sont aussi notées dans le domaine agricole, hydraulique, socioéconomique et des infrastructures/équipements.

Enfin, un constat important qui ressort de l'atelier de Tô est que le plus souvent, les très pauvres et les pauvres ne bénéficient pas réellement des interventions pour plusieurs raisons. Soit, ils ne disposent pas des conditions minimales de départ pour pouvoir en bénéficier ; soit ils se sentent exclus du système; soit il s'agit de projets qui ne les concernent pas. Pour les riches, l'analyse des interventions dont ils ne bénéficient pas indique très souvent le manque de besoin à leur niveau.

